	<p align="center"><b>Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</b></p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p> <hr/> <p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>
---	--

***En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale***

*Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.*

*Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)*

<b>Cadre réservé à l'autorité environnementale</b>
--

Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

<b>1. Identification de la personne publique responsable</b>
--

Dénomination
Communauté de communes Saône Beaujolais (CCSB)
SIRET/SIREN
200067817
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
105, rue de la République - CS 30010, 69 220 Belleville Tél. / Fax. : 04 74 66 35 98 / 04 74 66 26 40 Mail : <a href="mailto:contact@ccsb-saonebeaujolais.fr">contact@ccsb-saonebeaujolais.fr</a>
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Jacky MENICHON Président de la Communauté de communes Saône Beaujolais (CCSB)
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)

Valentin BERTRAND (Services techniques) Chargé de mission Urbanisme
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
Communauté de Communes Saône-Beaujolais 105 rue de la République - CS 30010 - 69823 BELLEVILLE cedex T: 04 74 06 11 11 - F: 04 74 06 11 12
<b>2. Identification du PLU</b>
<b>2.1</b> Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLU
<b>2.2</b> Intitulé du document
Modification de droit commun n°2 du PLU de Quincié-en-Beaujolais (69162)
<b>2.3</b> Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
<a href="https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/">https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/</a>
<b>2.4</b> Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Commune de Quincié-en-Beaujolais
<b>2.5</b> Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
Tout le territoire communal.

<b>3. Contexte de la planification</b>
<b>3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables</b>
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes approuvé le 10 avril 2020
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCoT du Beaujolais approuvé le 07 mars 2019
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
SDAGE (et PGRI) Rhône Méditerranée 2022-2027 / PCAET adopté le 10 décembre 2019

<b>3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU</b>
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Non concerné
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
Non concerné
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
Depuis son approbation, le PLU de la commune a déjà fait l'objet d'une procédure d'évolution : <ul style="list-style-type: none"> <li>La modification de droit commun n°1 approuvée le 3 octobre décembre 2019 ;</li> </ul>

<b>4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine</b>
<b>4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique</b>
Modification de droit commun.
Fondements :

La présente évolution du PLU de Quincié-en-Beaujolais porte sur la mise à jour de la liste des bâtiments susceptibles de faire l'objet d'un changement de destination et des adaptations de la délimitation de la zone agricole.

Comme il est démontré dans l'additif au rapport de présentation, ces adaptations ne portent pas atteinte à l'économie générale du document et du PADD. De plus il n'est pas question de procéder à la réduction d'un Espace Boisé Classé (EBC) au titre de l'article L113-1 du Code de l'Urbanisme, d'une zone agricole ou naturelle ou d'une protection « environnementale ». Les évolutions envisagées du PLU de Quincié-en-Beaujolais n'entrent donc pas dans le champ d'application d'une révision du PLU.

D'après les modalités de l'article L151-36 du CU exposé ci-dessus, les adaptations du PLU de Quincié-en-Beaujolais entrent donc dans le champ d'application de la procédure de modification.

## **4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU**

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

1355 en 2021 (Insee)

### **4.2.2 Caractéristiques spatiales**

Superficie totale (en hectares)	1168			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	56,8	2,6%	56,8	2,6%
zones AU ouvertes	0	0%	0	0%
zones AU fermées	0	0%	0	0%
zones A	1022,1	46,4%	1022,1	46,4%
zones N	1126,1	51,1%	1126,1	51,1%
Total	2205,0	100%	2205,0	100%

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Extrait du PADD :

PLU approuvé en 2015 : pas de chiffrage de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD)

## **4.3 Caractéristiques de la procédure**

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

<p>Les objectifs de la présente évolution du PLU de Quincié-en-Beaujolais sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La mise à jour de la liste des bâtiments susceptibles de faire l'objet d'un changement de destination ;</li> <li>• L'adaptation de certaines délimitations de la zone agricole avec la zone agricole inconstructible ;</li> <li>• L'adaptation de certaines règles du règlement écrit notamment sur la question de la mixité sociale.</li> </ul>
<p>4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
<p>Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document</p>
<p>Non concerné</p>
<p>4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
<p>La procédure a pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs en réhabilitant des bâtiments existants pour de nouveaux usages, notamment des logements, sans consommer de nouveaux espaces fonciers.</p>
<p>4.3.4 La procédure a pour objet :</p>
<p>- de créer un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
<p>Non concerné</p>
<p>- de déclasser un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p>

<input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Non concerné
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
La procédure a pour effet de déclasser une zone agricole inconstructible en faveur d'une autre zone agricole constructible pour permettre l'extension d'une exploitation existante.
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Non concerné
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Non concerné.
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
La procédure n'a pas pour effet de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, car la zone As, bien qu'inconstructible, n'a jamais été instaurée à titre de protection.
<b>4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet → non concerné</b>
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui

<input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1) → non concerné</b>
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur → non concerné</b>
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la <b>rubrique 3.1</b> , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales</b> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Si oui, préciser les effets</b>
Non concerné

<b>5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure</b>
<b>5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :</b>

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

## Annexe II

Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.



## Annexe II

Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Château de la Palud Dependances et communs du Château de la Palud Château de la Pierre
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Zones humides identifiées dans le PLU par une trame spécifique
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Type 1 : Landes du haut-Beaujolais Type 2 : HAUT BASSIN DE L'ARDIERES ET DE SES AFFLUENTS
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La croix Rosier et la croix de Saburin
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	EBC identifiés dans le cadre du PLU
Autre protection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	éléments remarquables du paysage identifiés dans le PLU par des trames spécifiques

### 5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

**5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :**

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement			
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

**5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?**

<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, précisez :
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

## 6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

*Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).*

## 7. Autres procédures consultatives

### 7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

28/03/25

### 7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

Non

### 7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique

☒ Oui

☐ Non

- participation du public par voie électronique

☒ Oui

☐ Non

- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures

<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- autre, préciser les modalités
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

8. Annexes
<b>8.1 Annexes obligatoires</b>

1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations ( <b>rubrique 2.5</b> ).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation ( <b>rubrique 6</b> )	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>

<b>8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant</b>
Veillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

<b>9. Engagement et signature</b>
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus
(personne publique responsable)

Fait à	Belleville-en-Beaujolais	le,	28/03/25
Nom	MENICHON	Prénom	Jacky
Qualité	Président de la CCSB		
Signature			



## Auto-évaluation

### Préambule

La présente auto-évaluation s'inscrit dans le cadre de la procédure d'examen au cas par cas conduite par la communauté de communes Saône-Beaujolais en charge de la procédure d'évolution du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Quincié-en Beaujolais.

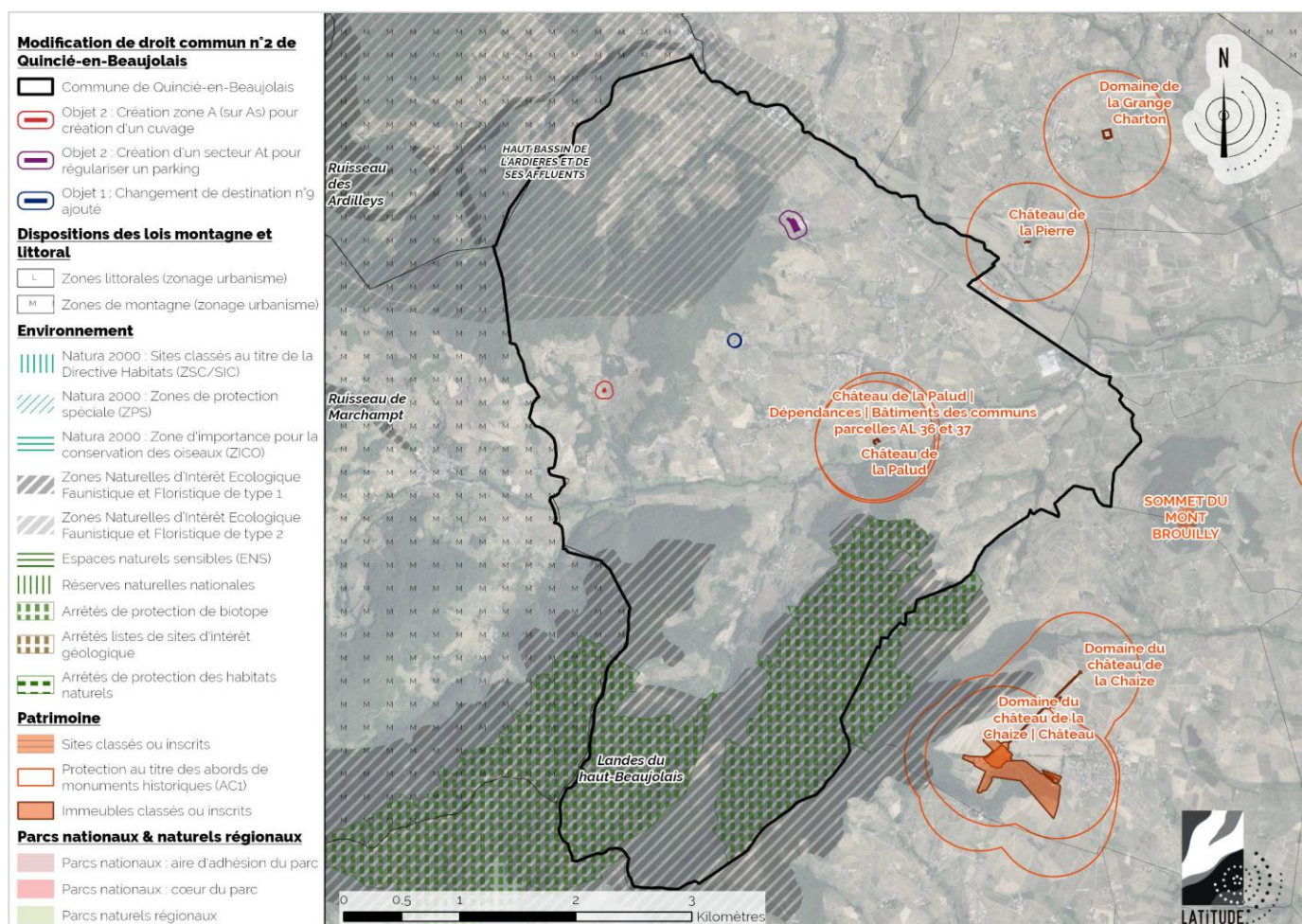
Elle vise à établir l'existence ou non d'incidences notables de la procédure d'évolution du PLU sur l'environnement et notamment sur la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs.

Cette auto-évaluation est établie conformément à l'article R104-34 du code de l'urbanisme et est transmise à l'Autorité environnementale dans le cadre du dossier de saisine.

Les objets de cette modification de droit commun sont :

- La mise à jour de la liste des bâtiments susceptibles de faire l'objet d'un changement de destination ;
- L'adaptation de certaines délimitations de la zone agricole avec la zone agricole inconstructible ;
- L'adaptation de certaines règles du règlement écrit notamment sur la question de la mixité sociale.

### Cartographie du contexte



### **Les milieux naturels et la biodiversité (zones humides, zones Natura 2000, ZNIEFF)**

La modification de droit commun n°2 du PLU de Quincié-en Beaujolais n'a aucun impact sur les milieux naturels et la biodiversité.

Le changement de destination ajouté concerne un bâtiment existant situé dans un hameau déjà urbanisé, sans enjeu identifié sur les habitats naturels remarquables.

L'extension limitée de la zone agricole (0,13 ha) destinée à la création d'un cuvage ne concerne pas un espace naturel sensible, mais un terrain actuellement inutilisé sur le plan agricole ou écologique, sans végétation significative.

Enfin, la régularisation du parking existant dans le secteur de Souzy ne modifie pas la nature des sols déjà aménagés, d'autant que le règlement impose explicitement le maintien de la perméabilité des sols.

### **La consommation d'espaces naturels, agricoles, ou forestiers**

La modification de droit commun n°2 du PLU de Quincié-en Beaujolais a un impact limité sur la consommation d'espaces naturels, agricoles, ou forestiers.

En effet, le changement de destination d'un bâtiment existant n'implique aucune artificialisation ou consommation supplémentaire d'espaces naturels, agricoles ou forestiers.

L'extension mineure de la zone agricole (0,13 ha) pour créer un nouveau cuvage est réalisée sur un terrain actuellement non exploité, sans cultures ni vocation forestière, ce qui permet de considérer que cette consommation reste limitée et directement liée à l'activité agricole existante.

Enfin, la régularisation du parking dans le secteur de Souzy concerne un espace déjà artificialisé, sans incidence supplémentaire sur les surfaces agricoles, naturelles ou forestières existantes. De plus, le règlement écrit impose de maintenir la perméabilité des sols, limitant ainsi tout impact supplémentaire sur les ENAF.

### **Les espaces boisés**

La modification de droit commun n°2 du PLU de Quincié-en Beaujolais n'a aucun impact sur les espaces boisés.

La présente modification n'entraîne aucun impact sur les espaces boisés. Le changement de destination ajouté concerne un bâtiment existant localisé en zone déjà bâtie, dépourvu de boisement significatif à proximité immédiate.

L'extension modérée de la zone agricole destinée à la création du nouveau cuvage ne concerne pas non plus de surfaces boisées, la parcelle concernée étant dépourvue d'arbres et ne présentant aucune caractéristique forestière ou arborée.

Enfin, la régularisation du parking déjà aménagé dans le secteur de Souzy ne touche pas d'espace boisé, la zone étant déjà aménagée et artificialisée.

### **L'activité agricole**

La modification de droit commun n°2 du PLU de Quincié-en Beaujolais a un impact positif sur l'activité agricole.

Le changement de destination ajouté concerne un bâtiment non utilisé à des fins agricoles depuis de nombreuses années, sans incidence sur les exploitations agricoles environnantes.



L'extension ponctuelle de la zone agricole (0,13 ha) est précisément destinée à permettre la création d'un nouveau cuvage, répondant directement aux besoins d'une exploitation agricole existante, ce qui favorisera son développement économique.

La régularisation du parking déjà aménagé dans le secteur de Souzy, répond aux besoins fonctionnels d'une activité œnotouristique reconnue, en lien étroit avec le secteur agricole viticole local, contribuant ainsi indirectement au dynamisme économique agricole.

### **L'eau potable**

La modification de droit commun n°2 du PLU de Quincié-en Beaujolais n'a aucun impact significatif sur l'approvisionnement en eau potable.

Le changement de destination du bâtiment existant ne génère pas de besoins significatifs supplémentaires en eau potable par rapport à la situation actuelle, le secteur étant déjà desservi par les réseaux existants et présentant des capacités suffisantes.

L'extension de la zone agricole pour la création d'un nouveau cuvage n'entraîne qu'une consommation très limitée, essentiellement liée à l'activité agricole elle-même, sans incidence significative sur les ressources existantes.

Enfin, la régularisation du parking existant à Souzy n'engendre aucun besoin additionnel en eau potable.

### **La gestion des eaux pluviales**

La modification de droit commun n°2 du PLU de Quincié-en Beaujolais a un impact limité et maîtrisé sur la gestion des eaux pluviales.

Le changement de destination du bâtiment existant, situé dans un secteur déjà urbanisé, ne modifie pas sensiblement la gestion actuelle des eaux pluviales.

L'extension de la zone agricole pour la création d'un cuvage pourrait générer localement une légère augmentation des eaux de ruissellement ; cependant, compte tenu de sa faible surface (0,13 ha), l'impact restera très limité.

Enfin, la régularisation du parking existant à Souzy est accompagnée par une prescription réglementaire forte visant à maintenir la perméabilité des sols : les aménagements devront être réalisés avec des dispositifs préservant l'infiltration naturelle des eaux pluviales.

### **L'assainissement**

La modification de droit commun n°2 du PLU de Quincié-en Beaujolais n'aura pas d'impact significatif sur les infrastructures d'assainissement existantes.

La présente modification aura un impact limité et maîtrisé sur l'assainissement individuel. Le changement de destination du bâtiment existant impliquera une mise en conformité ou une adaptation du dispositif d'assainissement autonome, conformément aux normes réglementaires en vigueur.

De même, l'extension du cuvage sera également en assainissement autonome, ce qui évite toute surcharge des réseaux d'assainissement collectifs actuels.

La régularisation du parking existant à Souzy n'ayant aucune incidence sur les besoins en assainissement, aucun impact supplémentaire sur ce volet n'est à prévoir.

### **Le paysage ou le patrimoine bâti**

La modification de droit commun n°2 du PLU de Quincié-en Beaujolais n'aura aucun impact négatif significatif sur le paysage et le patrimoine bâti.

Le changement de destination concerne un bâtiment présentant un intérêt architectural typique du territoire beaujolais, et sa réhabilitation contribuera plutôt à préserver et valoriser ce patrimoine bâti rural traditionnel.

L'extension modérée de la zone agricole pour la création du nouveau cuvage s'insère dans le contexte paysager agricole et viticole existant.

Quant à la régularisation du parking déjà réalisé à Souzy, celle-ci concerne un espace aménagé en lien direct avec l'activité du château, renforçant indirectement la valorisation touristique et patrimoniale du site.

### **Les sols pollués, les déchets**

La modification de droit commun n°2 du PLU de Quincié-en Beaujolais n'aura que des impacts négligeables sur les sols pollués et la gestion des déchets.

Le changement de destination de bâtiment existant, même s'il inclue la création de logement, resteront négligeables en termes de volume, compte tenu du nombre limité de changements de destination intégrés.

### **L'air, l'énergie et le climat**

La présente modification aura des impacts globalement positifs ou neutres en matière d'air, d'énergie et de climat.

Les changements de destination des bâtiments existants permettront leur réhabilitation, ce qui peut inclure des améliorations énergétiques telles que l'isolation thermique et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables. Ces mesures contribueront à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments.

Bien que la création de nouveaux logements puisse induire quelques déplacements supplémentaires, ces impacts resteront négligeables compte tenu du nombre limité de changements de destination intégrés dans cette modification.